

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 21 - 24 mai 2001

QUESTIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

Point 4 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2001/4-E
18 mai 2001
ORIGINAL: ANGLAIS

NOTE D'INFORMATION SUR L'INITIATIVE EN FAVEUR DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE

* En application des décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance, approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne doivent pas être discutés, sauf si un membre du Conseil en fait la demande spécifique avant la réunion et que la présidence accepte la requête au motif qu'il s'agit là d'une utilisation efficace du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html).

Note au Conseil d'administration



Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Chef, Unité d'appui à l'alimentation Mme A. Mitchell
scolaire (SPF):

tél.: 066513-2534

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



INTRODUCTION

1. Le PAM s'occupe d'alimentation scolaire depuis 38 ans. En l'an 2000, il réalisait des activités d'alimentation scolaire dans 54 pays, dont profitaient 12,3 millions d'enfants.
2. En 2000, l'Ambassadeur des Etats-Unis, M. George McGovern, a lancé un appel pour qu'un effort soit consenti au niveau mondial afin que tous les enfants du monde reçoivent un repas à l'école. Le Gouvernement des Etats-Unis a engagé 300 millions de dollars (coûts des produits alimentaires, transport et frais généraux confondus) à titre de première contribution à l'initiative.
3. L'initiative des Etats-Unis appuie les efforts que le PAM déploie depuis longtemps en matière d'alimentation scolaire et va dans le sens de la politique du PAM visant à favoriser le développement. En outre, elle contribue à la réalisation des objectifs mondiaux énoncés dans l'"Education pour tous" (Déclaration de Jomtien de 1990 et Programme de Dakar d'avril 2000) et de l'objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim avant 2015 (Sommet mondial de l'alimentation, 1995).

ETAT DU DON DU GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS

4. Le 28 décembre 2000, les Etats-Unis ont dévoilé la façon dont ils entendaient répartir leur contribution: huit millions de dollars E.-U. environ ont été conservés en réserve, 48 pour cent du montant de 292 millions de dollars étaient alloués au PAM, environ 44 pour cent à 14 organisations non gouvernementales (ONG), et la somme restante à la réalisation d'un programme bilatéral avec la République dominicaine.
5. La notification officielle des dons alloués au PAM a été reçue le 17 janvier 2001. Les produits offerts sont du blé, du maïs, de l'huile végétale, des produits à base de graines oléagineuses, des mélanges maïs-soja, blé-soja, et maïs-soja-lait, du lait écrémé en poudre et du riz. Ces produits sont soumis au recouvrement intégral des coûts.
6. Ce surcroît de ressources permettra d'appuyer des activités d'alimentation scolaire du PAM déjà approuvées dans 21 pays: Bhoutan, Bolivie, Cambodge, Cameroun, Tchad, Colombie, Côte d'Ivoire, République dominicaine, El Salvador, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Honduras, Mozambique, Népal, Nicaragua, Pérou, Tadjikistan, Tanzanie et Ouganda.
7. Cette Initiative permet également d'élargir dans six pays des programmes d'alimentation scolaire d'une valeur que le Directeur exécutif est autorisé à approuver conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le Conseil. Ces programmes seront réalisés au Bhoutan, au Tchad, en Gambie, en Guinée et au Tadjikistan (la valeur des produits alimentaires étant inférieure à trois millions de dollars dans chaque cas). Le Kenya reçoit actuellement une contribution peu élevée pour les activités de développement en cours et une contribution plus importante pour une opération d'urgence visant à faire face aux effets de la sécheresse.
8. Dans le cas de l'Ethiopie, du Mozambique et du Népal, l'élargissement proposé des activités d'alimentation scolaire dépasse le montant des opérations que le Directeur exécutif est autorisé à approuver. Ces cas ont été soumis au Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de mai 2001 en même temps que l'élargissement des activités d'alimentation scolaire prévu dans le cadre du programme de pays établi pour le Pakistan.



UNITE D'APPUI A L'ALIMENTATION SCOLAIRE

9. En septembre 2000, une Unité d'appui à l'alimentation scolaire (SPF) constituée de deux fonctionnaires du cadre organique a été créée au sein de la Division des stratégies et des politiques. Cette unité a déjà entrepris une enquête sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire à l'échelle mondiale, l'élaboration d'une méthode normalisée pour mener des études de référence sur les activités d'alimentation scolaire, la mise au point d'une nouvelle approche au suivi de l'alimentation scolaire et la préparation des matériels nécessaires aux activités de plaidoyer à l'intention des bureaux de pays, des gouvernements et des autres partenaires. L'unité cherchera également à mobiliser des ressources et à coordonner l'assistance technique, ainsi que la formation pour les efforts d'alimentation scolaire à travers le monde. Elle élaborera, gèrera et fournira un accès électronique à un référentiel de statistiques mondiales et de matériels d'information concernant l'alimentation scolaire. Pour l'heure, elle établit de nouveaux partenariats afin de mettre ces activités sur pied, comme cela est expliqué plus en détail dans les sections ci-dessous.

Activités spécifiques

Enquêtes sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire

10. Le PAM a conduit des enquêtes pilotes sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire au Tchad, au Nicaragua et au Mozambique. A partir du résultat positif des expériences menées dans ces pays, un premier groupe formé d'une vingtaine d'"Associés chargés des enquêtes et des activités de plaidoyers" et de jeunes diplômés d'universités du monde entier suivront une formation à Rome du 21 au 25 mai avant d'être envoyés sur le terrain pour aider environ 55 bureaux de pays à mener l'enquête mondiale. Un deuxième groupe sera formé fin août puis affecté dans les pays restants. Les résultats de l'enquête seront saisis dans une banque de données centrale et seront disponibles sur le site Web du PAM.

Enquêtes de référence

11. Le PAM a également commencé à normaliser et à réaliser des études de référence pour chaque pays qui bénéficiera des ressources d'alimentation scolaire. Ce projet tire parti de l'expérience acquise par le PAM et l'UNESCO en matière d'études de référence sur l'alimentation scolaire et des indicateurs (très semblables et complémentaires) mis au point par le groupe d'Assistance technique pour la nutrition et l'aide alimentaire (FANTA) pour l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Son objectif est d'employer le même système normalisé de mesures de base et des méthodes similaires dans chaque pays bénéficiaire. Cet effort débutera au cours des deux prochains mois. A ce jour, le Bureau régional du Nicaragua s'est joint à cet effort, tout comme l'UNESCO, le Bureau de l'évaluation et les bureaux régionaux du Cambodge et du Rwanda.

Etudes sur les pays où s'est effectué un désengagement progressif

12. L'unité SPF a entrepris une étude à partir des documents disponibles portant sur d'anciennes opérations d'alimentation scolaire menées par le PAM et ayant fait l'objet d'un désengagement progressif. On recense plus de dix pays dans lesquels le PAM a fourni une aide d'alimentation scolaire avant de se retirer. L'étude sur documents sera complétée par une mise à jour de la situation actuelle dans certains, voire l'ensemble, des pays en question. La mise à jour de la situation d'au moins deux pays devrait aboutir d'ici août.



Nouvelle approche de suivi

13. L'unité SPF étudie actuellement une nouvelle approche pour le suivi des activités d'alimentation scolaire en s'appuyant sur les avancées technologiques et les systèmes existants. Avant de prendre une quelconque décision sur la mise en œuvre du système proposé, le PAM achèvera l'étude sur la faisabilité et les coûts, et mènera de vastes consultations avec les gouvernements des pays concernés pour évaluer l'intérêt qu'ils portent à l'utilisation du nouveau système.
14. La nouvelle approche devrait favoriser et accélérer la collecte de rapports fiables et à jour sur des données de base établies par les gouvernements nationaux et le personnel du PAM au niveau des écoles, mais elle ne remplacerait en aucun cas le suivi actuel du personnel. La nouvelle approche mettrait en jeu le système français et américain de satellites Argos. Né il y a une vingtaine d'années d'une initiative des deux pays, le système a pour but d'observer les phénomènes climatiques et environnementaux dans le monde entier. Ce système serait à même de suivre les opérations d'alimentation scolaire à l'aide des données fournies par les écoles.
15. Les écoles participant à cette opération seraient équipées d'un dispositif électronique simple et fixe, au moyen duquel une personne dûment désignée et formée dans chaque école consignerait des statistiques de base tous les mois. Les dispositifs en question transmettraient les données aux satellites Argos qui les distribueraient ensuite au centre de Collecte, Localisation, Satellite (CLS), principal "centre de rassemblement des données" Argos situé en France. Le CLS trierait les données par pays, école, etc., et enverrait des rapports mensuels par voie électronique aux gouvernements respectifs et au PAM, comme il le fait déjà avec les rapports sur les phénomènes environnementaux qu'il envoie aux gouvernements concernés.
16. Les données saisies par ce système seraient très élémentaires—nombres de garçons et (distinctement) de filles allant en classe et recevant des vivres, quantité de nourriture reçue, etc. Les rapports du système de suivi des produits du PAM seraient comparés à ces données afin de repérer les anomalies et les problèmes éventuels. Le PAM et ses partenaires seraient ainsi en mesure de mieux axer leurs visites auprès des écoles sur des problèmes spécifiques ayant trait à la qualité du programme et à sa gestion.
17. Le PAM est satisfait de la façon dont la faisabilité de cette approche a été déterminée. Le Programme travaille d'ores et déjà avec le personnel scientifique du CLS afin de déterminer comment les dispositifs de transmission actuels utilisés par Argos peuvent être modifiés et adaptés aux exigences du programme du PAM, et à quel coût. Le PAM prendra bientôt l'avis d'un ensemble représentatif de gouvernements afin d'évaluer l'intérêt qu'ils portent à ce système. Une décision formelle sera ensuite prise par le PAM, et si le Programme décide de poursuivre l'opération dans quelques pays au moins, une requête officielle sera formulée pour utiliser Argos. La mise en œuvre pourrait commencer dès décembre 2001.

La nature interactive de ces activités

18. Chacune de ces activités (l'enquête sur les programmes nationaux d'alimentation scolaire, les études de référence, ainsi que les systèmes de suivi traditionnels et nouveaux) est conçue de façon à être en corrélation avec les autres activités, de sorte que les mêmes définitions et les mêmes modèles soient utilisés partout.



Groupe consultatif technique

19. Le PAM a pris contact avec l'Université des Nations Unies afin qu'elle établisse et gère au nom du PAM un groupe consultatif technique qui examine les nouveaux produits alimentaires proposés pour ses programmes et conseille le PAM sur la conformité des produits quant à leur valeur nutritionnelle, leur salubrité, l'hygiène et la santé. Le PAM a également demandé à la FAO de faire partie de ce groupe consultatif technique. A ce jour, le PAM a toujours examiné au cas par cas la nature des nouveaux produits qui lui ont été proposés pour ses programmes. Cette démarche ad hoc n'est plus appropriée, surtout depuis que les campagnes publicitaires mondiales sur les opérations d'alimentation scolaire du PAM ont multiplié le nombre de propositions qui lui sont faites d'essayer de nouveaux produits. Après avoir reçu l'avis du groupe consultatif, le PAM effectuerait une analyse supplémentaire portant sur d'autres aspects tel que le prix, le transport et l'entreposage, selon le cas.

Déparasitage

20. Sur la base d'expériences de collaboration réussies dans divers pays (notamment au Népal), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le PAM ont uni leurs efforts pour concevoir et présenter un modèle multi-pays de déparasitage des écoliers. Le premier atelier sur le déparasitage multi-pays s'est tenu fin avril en Ouganda à l'intention des représentants des ministères de la santé et de l'éducation de sept pays d'Afrique anglophone. Les représentants des ministères présents ont été formés et ont reçu des documents portant sur les modalités de mise en œuvre des programmes de déparasitage. Ils ont pris part à un traitement de déparasitage dans une école locale et ont rédigé, avec l'aide des formateurs, des stratégies spécifiques à l'application du déparasitage dans leurs propres pays. De retour dans leurs pays, ils ont consulté leurs autorités et affiné leurs plans. Une fois l'aval du PAM et de l'OMS reçu, les plans peuvent être financés jusqu'à concurrence de 50 000 dollars par pays aux fins de réaliser des programmes de traitement des enfants dans les écoles bénéficiant d'activités d'alimentation scolaire du PAM. Une bonne partie des fonds alloués à cet atelier et au traitement initial ont été fournis par le Gouvernement canadien, par le biais d'une subvention versée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au PAM. A long terme, il est prévu que la plupart des gouvernements participant à cette opération seront en mesure de financer le déparasitage grâce aux fonds engagés au titre d'activités de santé scolaire dans le cadre des prêts à l'éducation de la Banque mondiale.
21. Le PAM et l'OMS travaillent actuellement de concert avec la Banque mondiale à la mise au point d'un projet d'atelier de collaboration similaire en Afrique francophone, qui devrait se tenir prochainement.

COLLABORATION INTERINSTITUTIONS ET PARTENARIATS

22. Le PAM a une longue expérience de collaboration avec de nombreux partenaires opérationnels du système des Nations Unies ou non gouvernementaux. Dans le contexte plus particulier de l'Initiative en faveur de l'alimentation scolaire, le PAM a adopté des mesures préliminaires pour resserrer ces liens de collaboration tout en respectant le rôle central qui incombe aux gouvernements des pays bénéficiaires. Le PAM a invité l'UNESCO, la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Université des Nations Unies, l'OMS, la FAO, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, les experts techniques du Département américain de l'agriculture (USDA) et le Centre National d'Etudes Spatiales en France à collaborer avec lui dans certains domaines touchant ses



activités d'alimentation scolaire. En outre, le Programme a engagé des discussions préliminaires avec deux fondations.

23. En mars 2001, le PAM est devenu un membre officiel du projet interinstitutions FRESH (*Focusing Resources on Effective School Health*). Cette initiative a été lancée lors d'une session organisée par l'UNESCO, l'UNICEF, l'OMS, la Banque mondiale et Education Internationale lors de la Conférence Education pour tous tenue à Dakar, en avril 2000 (Session de stratégie III.4—"A FRESH Start to School Health: Improving Learning and Educational Outcomes by Improving Health, Hygiene and Nutrition"). Outre sa coopération au sein du réseau informel FRESH, le PAM mène des activités de partenariat avec chaque organisation membre.
24. L'UNESCO a continué d'être un collaborateur important, particulièrement dans les domaines de l'appui technique, de la collecte et de la diffusion de données et du suivi des objectifs de l'Education pour tous. En raison du surcroît de travail provenant du PAM, l'accord interinstitutions régissant l'appui technique que l'UNESCO fournit au PAM à titre remboursable sera révisé et élargi si nécessaire.
25. La Banque mondiale s'est engagée à doubler ses prêts à l'éducation de base dans les pays pauvres, pour un montant supplémentaire estimé à un milliard de dollars par an. Par ailleurs, la Banque mondiale est un membre clé de l'initiative FRESH, et elle s'est également engagée en faveur de l'Education pour tous et de la santé maternelle et infantile. Jusqu'à présent, le PAM a collaboré activement avec la Banque mondiale dans le domaine du déparasitage en Afrique. Le PAM et la Banque mondiale explorent d'autres sphères possibles de collaboration, notamment l'infrastructure scolaire et la nutrition et la santé des enfants.
26. L'OMS et le PAM discutent actuellement des modalités futures de collaboration, sur le modèle des interventions de déparasitage, visant à mettre en oeuvre des actions supplémentaires de santé scolaire.
27. L'UNICEF est déjà un partenaire important, particulièrement en ce qui concerne l'alimentation des enfants d'âge préscolaire, les interventions de santé et d'assainissement et l'éducation. L'UNICEF détachera un membre de son personnel auprès de l'Unité d'appui à l'alimentation scolaire du PAM pendant une durée de six à 12 mois. Cette affectation a pour but de concrétiser davantage la coopération dans des domaines spécifiques: plaidoyer en faveur des enfants, de l'éducation des filles, de l'éducation dans les situations d'urgence et accroissement des intrants directement nécessaires aux écoles bénéficiaires de l'alimentation scolaire, à savoir: intrants scolaires, installations sanitaires, activités sanitaires et nutritionnelles (par exemple leçons en classe et traitements à l'école).
28. Les contacts pris avec la FAO seront poursuivis. Le PAM s'est mis en rapport avec la FAO pour collaborer avec l'Université des Nations Unies afin d'organiser et de participer au groupe consultatif technique susmentionné qui examinera les nouveaux produits proposés au PAM pour être utilisés dans ses programmes d'alimentation scolaire et de santé maternelle et infantile. Par ailleurs, le PAM discute avec la FAO des possibilités de collaborer avec le Service des programmes de nutrition, le Département des produits et du commerce et le Département de l'analyse du développement économique et de l'agriculture de la FAO.
29. Le PAM resserra sa collaboration et continuera de travailler avec les ONG locales et les fondations internationales qui appuient le secteur de l'éducation en fournissant des apports qui complètent ceux du PAM et qui soutiennent les programmes d'alimentation scolaire. Depuis l'entrevue en octobre 2000 du Directeur exécutif avec les représentants des ONG américaines intéressées, le personnel du PAM a poursuivi le dialogue avec les ONG pour



renforcer l'appui aux activités d'alimentation scolaire et appliquer les accords de mise en œuvre.

FINANCEMENTS A VENIR

30. Un projet de loi visant à financer à plus long terme l'Initiative en faveur de l'Alimentation mondiale pour l'éducation à partir de 2002 a été présenté aux deux chambres du Congrès américain le 3 mai 2001. Ce projet de loi établit les montants annuels de financement alloués au programme, en proposant un plafond pour l'alimentation scolaire de 750 millions de dollars par an. Ce projet de loi jouit du soutien des deux partis et d'une couverture médiatique aux Etats-Unis.
31. Dix pays et le Fonds de l'OPEP ont demandé de plus amples informations au cours de ces derniers mois pour les aider à se décider ou non en faveur de dons à plus long terme. Le Fonds de l'OPEP a demandé que le PAM lui soumette des propositions spécifiques pour le financement d'articles non alimentaires. Le Canada a fait savoir qu'il continuerait à participer au financement des traitements de déparasitage. Par ailleurs, des organisations et des individus du secteur privé ont fait part de leur intérêt.

